

PHILIPPE ESTÈBE

har

OLYMPIQUE LYONNAIS

Silicon Metro

2/3 x R (1+d)

Ce qui est probable

PRÉVOIR L'INATTENDU

GRAND PARIS NORD-EST

ARNAUD DEGORRE

'C'

NICOLAS COLIN

LA GRANDE BLONDE ÉLÉGANTE DE LA BANLIEUE OUEST

17

ation

Le syndrome Roissy

Detroit

Le renouveau

TERRITORIALISATION DE L'ESPACE

**OÙ SE CRÉENT
LES EMPLOIS
- ET POURQUOI ?**

LE GRAND RETOURNEMENT GÉOGRAPHIQUE DE L'EMPLOI

La montée en puissance des métropoles est très récente en France. Et, surtout, l'explosion d'un marché de l'emploi spécifique aux métropoles n'a guère plus d'une dizaine d'années. Où se construit-il et pourquoi ?

« Les wagons vont plus vite que la locomotive. » L'expression est de Laurent Davezies (1). C'était une manière, pour lui, de signifier que les territoires non métropolitains ont longtemps connu des taux de croissance de l'emploi et du revenu supérieurs à ceux des grandes villes. À partir de 2000 nous avons commencé à noter, en France, un début de frémissement métropolitain.

Mais il a fallu attendre 2009 pour constater le grand basculement. Avec du retard, d'ailleurs, par rapport à d'autres pays. En France, la montée en puissance des métropoles a en effet été lente. Au milieu des années 1980, la part de l'Île-de-France dans le PIB national augmentait enfin alors qu'elle était en baisse depuis des années, mais cela n'avait encore rien de déterminant. Aux États-Unis, Paul Krugman, en revanche, l'a très vite compris et, dès le début des années 1990, a analysé les avantages de la concentration et de la densité et théorisé l'avantage métropolitain. En France, ce que Laurent Davezies appelle « le printemps des métropoles (2) », le moment où tout change, c'est 2009-2010.

**PHILIPPE
ESTÈBE**

Philippe Estèbe est géographe. Directeur d'études à Acadie, il enseigne à Sciences Po; il a publié avec Laurent Davezies « Les nouveaux territoires de la croissance : vers un retournement historique de la géographie économique ? ».

Avec lui, nous avons essayé d'en comprendre les raisons. Notre premier constat est que depuis 2009, la France a perdu à peu près partout des emplois sauf dans six aires urbaines : Rennes, Nantes, Bordeaux, Toulouse, Montpellier et Lyon (3). Aix-Marseille connaît un frémissement. Mais pas l'Île-de-France.

Le second est que, en dehors du cas très spécifique de Toulouse et de l'aéronautique, la structure de l'emploi créé est simple : d'une part du tertiaire, du conseil et de la finance, d'autre part des emplois « prolétariens ». Ces derniers, de la restauration rapide aux services aux entreprises, font fonctionner la ville contemporaine. Ils sont l'essence de l'économie métropolitaine ordinaire.

Ces emplois auraient-ils pu naître en dehors de ces métropoles ?

Leur caractéristique est, en tout cas, qu'ils explosent au cœur même des métropoles. Dans les six villes identifiées, les emplois, avant, se créaient plutôt à la périphérie. Liés à la consommation de services et aux soins aux personnes, ils suivaient, quasi naturellement,

les mouvements de population. Cette création s'est même démultipliée dans certains territoires non métropolitains où la consommation a été le moteur de la croissance et où l'économie s'est montrée bien plus résidentielle que productive. Les dynamiques fortes en termes d'emploi se sont longtemps trouvées en périphérie, dans les espaces ruraux ou touristiques. Jusqu'à la crise qui a ralenti la consommation et diminué la mobilité, stoppant la dynamique de l'emploi.

Comment la diminution de la mobilité a-t-elle joué contre l'emploi ?

L'emploi « périphérique » des grandes villes est trop souvent à l'écart des grandes infrastructures de transport, peu accessible dans des espaces mal connectés. Jean-Pierre Orfeuillat a par exemple montré que l'emploi en grande couronne est d'abord un emploi de proximité (4). Contrairement aux idées reçues, la plupart de ceux qui habitent en grande couronne sont à moins de 30 minutes de leur emploi. De plus cet emploi, souvent lié aux services à la

personne, est essentiellement féminin. Ainsi, en Île-de-France, la géographie de l'emploi féminin ne recoupe pas celle de l'emploi masculin : il existe une géographie « genrée » du marché du travail. Alors, bien sûr, en termes de création, ces emplois périphériques sont positifs, mais le marché du travail y perd en efficacité. L'un des enjeux essentiels du Grand Paris Express est de redonner de l'efficacité au marché du travail francilien en favorisant l'accessibilité dans la grande couronne.

Sur le terrain de l'emploi, les métropoles gagneraient d'abord à cause des défaillances des territoires non métropolitains ?

Un peu. Mais cela n'explique pas la force de l'explosion de ces emplois métropolitains. On les voyait venir depuis le début des années 2000, mais on n'avait jamais prévu un développement aussi fort que celui qui a débuté en 2006-2007. Les Américains l'ont compris avant nous. Richard Florida a analysé cette « classe créative » typiquement métropolitaine qui a émergé avec

OÙ SE CRÉENT LES EMPLOIS - ET POURQUOI ?

les nouvelles vagues technologiques quasiment en temps réel (5). Je pense même qu'elle est plus importante en France que ce que nous avons mesuré en 2015. Nous avons en effet travaillé à partir des données de l'emploi salarié privé ; faute d'appareil statistique fiable, nous n'avons pu analyser l'emploi indépendant, qui est pourtant l'une des marques de cette classe métropolitaine créative. L'explosion de ces emplois métropolitains est donc encore statistiquement sous-estimée. En revanche, il est totalement évident qu'ils ne se créent qu'au cœur des villes. Il est même assez sidérant de constater à quel point ils s'y concentrent. À Lyon, par exemple, la création d'emplois dans la ville même explique à elle seule la création d'emplois de toute l'aire urbaine. À Nantes, Rennes, Montpellier, ce sont aussi des créations intra-muros. Lorsqu'on regarde plus précisément, rue par rue, immeuble par immeuble, on s'aperçoit que cela se passe dans le tissu urbain banalisé. Pas forcément dans les zones d'activités ou les immeubles de bureaux. À Paris, c'est dans le cœur haussmannien de la ville que tout se passe. Les start-up, les services supérieurs aux entreprises, les cabinets de conseil sont dans la ville

du XX^e siècle. Frédéric Gilli, en étudiant les trajectoires des entreprises, a montré que celles du tertiaire supérieur naissent en milieu dense et polyvalent puis, au fur et à mesure de leur croissance, déménagent vers d'autres écosystèmes et du foncier moins cher.

Il existe donc une complémentarité possible entre Paris et sa couronne sur ce type d'emplois métropolitains ?

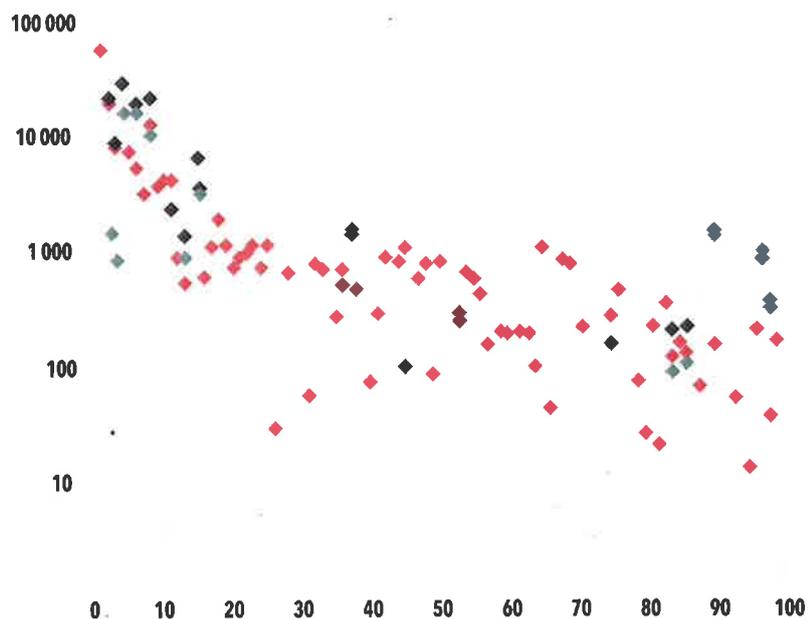
Évidemment. L'agglomération de Plaine Commune, par exemple, en Seine-Saint-Denis, sait qu'elle ne concurrencera jamais Paris en matière de création de start-up. En revanche la deuxième ou la troisième étape du développement de ces start-up sont de bons créneaux pour elle. Une complémentarité intéressante est possible entre le centre et la périphérie, à condition d'accepter cette division du travail : d'un côté un cœur pour naître, de l'autre une périphérie pour mûrir.

En termes d'emploi, qu'est-ce qui fait le succès de certaines de ces métropoles et non d'autres de mêmes dimensions ?

Les aménités ! La force de nos six aires urbaines tient, pour grande partie, à la taille et à la qualité du système productivo-résidentiel. Les aménités autour de ces villes sont considérablement meilleures que celles autour de Paris, Lille, Strasbourg, Rouen et d'autres villes. Leur succès en termes d'emploi dépend très fortement de qualités résidentielles et récréatives. La corrélation par exemple entre le nombre de résidences secondaires accessibles dans un temps relativement bref et la dynamique d'emploi de ces villes montre tout à fait qu'on est dans une logique de complémentarité. Le revenu médian du centre est d'ailleurs bien plus bas que celui de la couronne dans la plupart de ces villes. On travaille dans le cœur, on vit dans la périphérie proche. Ces villes sont d'ailleurs les championnes de l'attractivité démographique. Nantes, Lyon ou Montpellier jouent énormément sur l'attractivité urbaine. Ne serait-ce qu'au niveau de l'offre culturelle. Ce ne sont pas les gens qui vont vers l'emploi. La corrélation est d'ailleurs évidente entre les villes en croissance démographique et celles qui créent de l'emploi.

Les 100 premières aires urbaines françaises classées de la plus grande à la plus petite, variations positives 2007-2012 du nombre des emplois salariés « métropolitains », « autres » et « totaux ». Seules 18 des 100 aires urbaines voient le nombre total d'emplois salariés privés progresser... et d'abord les plus grandes. Dans ces dernières, c'est l'emploi « métropolitain » qui tire la dynamique globale : sur les sept aires urbaines où l'emploi a le plus progressé, cinq enregistrent plus de créations nettes d'emplois « métropolitains » que d'autres emplois : Nantes, Lyon, Marseille-Aix, Montpellier et Rennes. Calculs Davezies-Estèbe, source ACOSS.

- ◆ Emplois métropolitains
- ◆ Autres emplois
- ◆ Nombre total d'emplois



La structure de cet emploi métropolitain n'est-elle pas fondamentalement inégalitaire ?

Elle contient en effet du très qualifié et du bas de gamme. Pour un emploi qualifié ou très qualifié dans le tertiaire supérieur, il faut, selon les villes, entre 1,5 et 1,8 emploi non qualifié pour le faire fonctionner. La question essentielle devient donc celle de l'accessibilité au

cœur de ces villes, la place des espaces logistiques, des parkings, des stockages... La stratégie immobilière est l'enjeu des métropoles, pour le commerce comme pour le logement : où loge-t-on celui qui fait fonctionner le cœur de ville ? Aujourd'hui est en train d'apparaître la nécessité d'une sorte, comme le dit Ludovic Halbert (6), de « logement social d'entreprise » pour les emplois peu ou pas qualifiés qui, eux, permettent de

développer les emplois métropolitains du tertiaire supérieur.

En fait, il existe aujourd'hui un carré magique du développement. À chacun des angles, on trouve le système productivo-résidentiel, l'attractivité démographique, l'économie métropolitaine ordinaire et l'accessibilité de locaux dans un tissu urbain banalisé, dense et diversifié. Je ne sais pas s'il s'agit de la recette absolue du succès mais c'est ce que l'on constate.

OÙ SE CRÉENT LES EMPLOIS - ET POURQUOI ?



Cette nouvelle géographie de l'emploi doit-elle entraîner les territoires métropolitains et non métropolitains à accepter leurs spécificités et à se spécialiser ?

Dans la petite couronne parisienne, on voit par exemple deux grandes agglomérations du Grand Paris Nord-Est avec deux stratégies de territoire différentes. Plaine Commune n'arrive toujours pas à « faire ville » alors qu'Est Ensemble est clairement dans un processus de gentrification. Ce sont deux visions très divergentes. Plaine Commune a une très forte politique de logement social, du coup les nouveaux arrivants ne transforment pas la nature sociale de l'agglomération. Cette peur de la gentrification et surtout le désir de garder les familles populaires génèrent des résultats contraires à ceux espérés : la catégorie qui croît le plus à Plaine Commune est celle des inactifs. Dix points de moins pour le taux d'emploi féminin à Plaine Commune par rapport à la moyenne en Île-de-France, c'est beaucoup. Et comme, dans le même temps, Plaine Commune a développé une politique en faveur des entreprises

pour les attirer avec un prix du foncier bas, on voit aujourd'hui un décrochage complet entre le profil des résidents et celui des emplois. Plus l'emploi augmente à Plaine Commune, moins les gens de Plaine Commune y ont accès : 60 % des emplois y sont détenus par des gens qui n'y habitent pas. En revanche, 60 % des résidents en sortent pour aller travailler ailleurs !

La question essentielle du Grand Paris est donc celle de l'appariement entre l'emploi et le logement ?

La question essentielle en dehors du cœur des métropoles est, généralement, celle de la liaison logement-entreprise. Aucun élément urbain d'aménité résidentielle n'y permet la rencontre d'emplois accessibles à la population sur place et un marché permettant de développer la consommation des salariés des entreprises implantées. Et cet entre-deux urbain se développe d'autant moins que les collectivités et les entreprises s'entendent de plus en plus sur la création de campus d'entreprise où les salariés ont le moins de contact possible avec l'environnement urbain.

Les salariés doivent tout trouver sur place et ne pas sortir. Rien de mieux pour tuer la vie urbaine. Plaine Commune est ainsi l'un des territoires les plus dynamiques en termes de création d'emplois mais l'un des plus déprimés en termes de qualité de vie urbaine. Paris est entouré de quelques fiascos urbains qui, *a contrario*, justifient totalement que les emplois métropolitains se créent dans le centre dense de la métropole, dans l'urbanité. J'ajoute que cela marche dans les deux sens : Saclay a par exemple cet impératif car si l'on n'y crée pas de logement social, les emplois faisant fonctionner le cluster resteront inaccessibles et Paris-Saclay y perdra en efficacité.

L'efficacité du marché du travail est une condition de la croissance des métropoles et de l'emploi. Pourquoi le marché francilien est-il peu efficace ?

Jusque dans les années 1990, le marché du travail était à Paris plutôt qu'à Londres. Aujourd'hui c'est l'inverse. Les deux capitales ont pourtant connu le même processus d'hypercentralisation

des emplois métropolitains, accompagné de la création d'emplois d'autres natures à la périphérie. Mon hypothèse est que les Anglais ont construit, depuis les années 1960, un réseau de villes nouvelles assez éloignées de Londres, entre 60 et 80 kilomètres, deux à trois fois plus loin du centre qu'en Île-de-France. Mais avec le temps et la révolution métropolitaine, les emplois se sont réinscrits dans ce système multipolaire grâce à des transports qui fonctionnent plutôt bien. Le marché de l'emploi londonien, en s'étalant, a retrouvé une efficacité que le marché francilien a perdue. En Île-de-France, les villes nouvelles ont pourtant été construites dans la perspective unique de l'efficacité du marché du travail. Paul Delouvrier n'a cessé de répéter qu'il les voulait « pas trop loin » pour préserver cette efficacité. Sauf que l'Île-de-France a débordé, créé son propre étalement et que ces villes nouvelles ne se sont plus trouvées à la bonne distance, embourbées dans des questions de foncier et de transports. En revanche, Londres a bénéficié d'un sud-est anglais à la bonne échelle. Le « pas trop loin » de Delouvrier avait

du sens à l'époque, mais il est contre-productif aujourd'hui. Il n'est qu'à regarder l'étonnante géographie de l'emploi en Île-de-France. On constate tout d'abord qu'elle diffère largement pour le privé et le public. Mais surtout, on voit apparaître une géographie par strates, par « classes » : les cadres voisinent avec les cadres, les ouvriers avec les employés, etc. Il existe en Île-de-France une ségrégation spatiale de l'emploi peut-être encore plus forte que celle du logement.

**Propos recueillis par
Jean-Pierre Gonguet**

1 - Laurent Davezies, « Paris s'endort », La Vie des idées, 1^{er} février 2008.

http://www.laviedesidees.fr/Pans_s_endort.html

2 - Laurent Davezies, « Le printemps des métropoles », Constructif, n° 35, juin 2013, http://www.constructif.fr/bibliothèque/2013-6/le-printemps-des-metropoles.html?tem_id=3332

3 - Laurent Davezies et Philippe Estèbe, « Les nouveaux territoires de la croissance. Vers un retournement historique de la géographie économique ? », rapport d'étude pour le compte de l'Institut Caisse des dépôts pour la recherche et du PUCV.

4 - Jean-Pierre Orléani et Fabrice Ripoll, Accès et mobilités. Les nouvelles inégalités, Gallimard, 2015.

5 - Richard Florida, The Rise of the Creative Class, 2002.

6 - « Les acteurs des marchés financiers font-ils la ville ? » Cf. Ludovic Halbert - <http://www.espacestemp.net/articles/les-acteurs-des-marchés-financiers-font-ils-la-ville/>